



LETTRE D'ACTUALITÉS

DÉVELOPPEMENT DURABLE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BRASILIA

N°59 – Semaines du 14 au 25 août 2023

SOMMAIRE

FOCUS | Le Novo PAC cible le développement d'infrastructures urbaines, énergétiques et de transport, et compte sur le secteur privé

Environnement & Climat

- ❖ Le *Bezos Earth Fund* fait un don de 2,5 M USD en soutien à la sylviculture d'espèces natives.
- ❖ Les PPP relatifs aux actifs environnementaux potentialisent 72 Mds BRL d'investissements.
- ❖ Le gouvernement fédéral annonce son Plan de transition écologique.

Énergie

- ❖ Ouverture du capital de la COPEL, compagnie d'électricité opérant dans dix Etats.
- ❖ Le gouvernement fédéral relance le programme *Luz para Todos* pour universaliser l'accès à l'électricité.
- ❖ Le programme « Energies d'Amazonie » est créé, et doté de 5 Mds BRL.

Infrastructures & Transports

- ❖ Les voies navigables brésiliennes enregistrent des mouvements records de marchandises début 2023.

Et Aussi

- ❖ Le Brésil dépasse le seuil de 1 000 projets actifs structurés sous forme de PPP ou concession.
- ❖ L'évolution démographique en milieu urbain appelle à repenser les modèles d'aménagement urbain.

Amazonie & Biomes brésiliens

- ❖ Sur les sept premiers mois de 2023, la déforestation baisse en Amazonie légale et augmente dans le Cerrado.

– Suivi des chiffres sur la déforestation en Amazonie légale –



FOCUS

Le Novo PAC cible le développement d'infrastructures urbaines, énergétiques et de transport, et compte sur le secteur privé

Présenté le 11 août par le président Lula, le **Novo PAC -ou Nouveau Programme d'Accélération de la Croissance- prévoit 1,68 Tri BRL (309 Mds EUR) d'investissements, dont 1,4 T (257 Mds EUR) d'ici 2026** (soit de l'ordre de 400 Mds BRL/an, 4% du PIB). **612 Mds BRL (36%) proviendraient du secteur privé** -au travers de projets structurés sous forme de PPP ou concessions- ; **362 Mds BRL (22%) de banques publiques** -essentiellement la BNDES- ; **343 Mds BRL (20%) d'entreprises publiques** -dont 300 Mds BRL de la part de Petrobras- ; et **371 Mds BRL (22%) de l'Union fédérale**.

Le Novo PAC embrasse un portefeuille de plus de 2 000 projets, en majorité **la reprise de travaux à l'arrêt et l'accélération de travaux en cours, mais également la mise en œuvre de nouveaux projets**. En parallèle, le Novo PAC fait référence à **différentes mesures institutionnelles - à construire- visant à (i) améliorer les cadres réglementaires des secteurs concernés et l'octroi des autorisations environnementales ; (ii) renforcer les mécanismes relatifs aux PPP/concessions pour favoriser la confiance des investisseurs privés ; et (iii) assurer sa convergence avec le Plan de transition écologique du gouvernement** (cf. infra).

Multisectoriel, le **Novo PAC est articulé autour de 9 axes thématiques, dont 3 concentrent 88% des investissements prévus** -faisant écho à certaines des priorités thématiques du Programme de Partenariats d'Investissements (PPI)-.

(i) Les villes durables et résilientes concentrent 610 Mds BRL (112 Mds EUR) (36% des investissements prévisionnels du Novo PAC). **Plus de 345 Mds BRL (20%) sont consacrés au programme Minha Casa Minha Vida** pour la construction de 2 millions de logements. Par ailleurs, **les mobilités urbaines** (transports de grande et moyenne capacités), **l'eau et l'assainissement** (principalement dans les zones accusant un important

déficit en infrastructures), **la gestion des déchets** (avec un accent sur la collecte sélective et l'économie circulaire) **et la prévention des catastrophes** (en particulier les glissements de terrain et inondations) **représenteraient 92 Mds BRL (5,4% des investissements totaux)**.

(ii) La transition et la sécurité énergétiques pourraient recevoir 540 Mds BRL (100 M EUR, 32% des investissements). Ils seront destinés aux activités suivantes : **production et transport d'électricité ; efficacité énergétique ; pétrole et gaz ; recherche minière ; développement de combustibles bas carbone**. L'entreprise publique Petrobras y investirait 300 Mds BRL (55 Mds BRL), dans le cadre de 47 projets.

(iii) Les transports efficaces et durables concentrent 349 Mds BRL (64 Mds EUR, 20% des investissements). Ils financeraient en priorité les **routes** (réhabilitation, duplication de voies, construction) **-185,8 Mds BRL-** et **voies ferrées** (construction et concessions) **-94,2 Mds BRL-**. Le Novo PAC inclut également **les ports** (manutention, extension et PPP) **-54,8 Mds BRL-**, **aéroports** (extension, modernisation, construction) **-10,2 Mds BRL-** et **voies navigables** (augmentation de la participation dans la matrice modale du Brésil) **-4,1 Mds BRL-**.

Parmi les **projets emblématiques** intégrés au Novo PAC peuvent être cités : le **train interurbain São Paulo-Campinas** (PPP, 12,5 Mds BRL), **l'extension de la ligne 2-Verte du métro de São Paulo**, le **tunnel Santos-Guaruja** (PPP, 5 Mds BRL), le **pont Brésil-Uruguay**, les **lignes ferroviaires Fiol, Ferrogrão et Nova Ferroeste**, **l'intégration du fleuve São Francisco (PISF)**, etc.

Une nouvelle étape du Novo PAC sera initiée en septembre, avec la sélection d'autres projets portés par des Etats et municipalités (via un avis public, pour un montant total de 136 Mds BRL - 25 Mds EUR-).



Environnement & Climat

Le Bezos Earth Fund fait un don de 2,5 M USD en soutien à la sylviculture d'espèces natives

Créée en 2020 par le dirigeant d'Amazon, M. Jeff Bezos, la fondation **Bezos Earth Fund** a fait don de **2,5 M USD** au profit du programme de recherche et de développement (R&D) des espèces forestières natives (PP&D-SEN) mené par la Coalition brésilienne pour le climat, les forêts et l'agriculture, avec le soutien de la Banque Nationale pour le Développement Economique et Social (BNDES).

Le programme déploie des activités de **R&D en matière de sylviculture d'espèces natives des biomes de la Mata Atlântica et de l'Amazonie**. Celles-ci contribuent à **protéger la biodiversité et atténuer le changement climatique**, par le retour de la faune, la régénération des sols et la séquestration de carbone. Le programme valorise en particulier les **espèces natives à haute valeur économique, avec un rendement important en termes de production de bois et produits non-ligneux** (tels que l'araucaria, le jequitibá-rosa, le pau-brasil dans la Mata Atlântica et l'andiroba, le paricá et le cumaru en Amazonie). **Le don de la fondation Bezos Earth Fund devrait permettre, d'ici 2026, l'implantation de deux sites de recherche, la cartographie de zones prioritaires pour la plantation des espèces et le développement de modèles commerciaux pour l'amélioration de la conservation des aires protégées.** (Article [ici](#))

Les PPP relatifs aux actifs environnementaux potentialisent 72 Mds BRL d'investissements

Selon le cabinet de conseil Radar PPP, le **Brésil compte à date 203 projets structurés sous la forme de partenariats public-privé (PPP) portant sur la gestion d'actifs environnementaux, en**

particulier des forêts et parcs urbains. Au total, ces PPP représentent un **potentiel d'investissement de 72 Mds BRL (13,3 Mds EUR)**. Parmi les projets structurants, le Ministère de l'Environnement et du Changement climatique organisera en octobre prochain la **mise en concession de 6 843 hectares**, regroupant les forêts d'Irati (Etat du Paraná), de Três Barras et de Chapecó (Etat de Santa Catarina). Sur une durée de 35 ans, la concessionnaire s'engagera à réaliser **430 M BRL (79,5 M EUR) d'investissements**. Le projet s'intègre dans l'objectif du ministère de mettre en concession **un million d'hectares de forêts sur l'année 2023, et 5,3 millions d'hectares d'ici 2026 (0,6% du territoire)**. Les concessions forestières donnent au concessionnaire le droit de **développer des activités économiques -écotourisme, production de bois et de produits non-ligneux** (i.e. produits forestiers autres que le bois tels que la résine de bois, les fruits et noix, etc.) -, dans la limite d'abattage de quatre à six arbres par hectare. Elles permettent également de **lutter contre l'accaparement et l'occupation illégale des terres.** (Article [ici](#))

Le gouvernement fédéral annonce son Plan de transition écologique

Présenté le 11 août, lors de l'évènement de lancement du *Novo PAC* -avec lequel il a vocation à s'articuler-, le **Plan de transition écologique du gouvernement brésilien vise à aligner le développement économique et social avec la préservation de l'environnement.**

Co-piloté par le Ministère de la Fazenda (Economie et Finances) et le Ministère de l'Environnement et du changement climatique, **il s'articule autour de six axes : (i) les infrastructures vertes ; (ii) la finance durable ; (iii) l'économie circulaire ; (iv) l'innovation ; (v) la bioéconomie ; (vi) la transition**

énergétique et (vii) l'adaptation au changement climatique.

Dans le cadre de ce plan, plus de 100 actions devraient être mises en œuvre d'ici 2027, et soutenir la décarbonation de l'économie brésilienne. Au niveau institutionnel, sont notamment prévues la mise en place d'un **marché carbone réglementé**, l'émission d'**obligations souveraines vertes** (*green bonds*) et la création d'une **taxonomie verte** à

échelle nationale -soit une classification des entreprises et activités économiques en fonction de leurs impacts socio-environnementaux et climatiques-. D'autres investissements structurants sont également projetés, en particulier pour le **développement de l'énergie solaire dans les zones vulnérables** -via le programme *Sol para Todos*- ou l'**électrification des flottes de bus municipales**. (Articles [ici](#) et [ici](#))



Ouverture du capital de la COPEL, compagnie d'électricité opérant dans dix Etats

Le 8 août, le capital de la *Companhia Paranaense de Energia* (COPEL), considérée comme l'une des plus grandes compagnies d'électricité du Brésil, a fait l'objet d'une introduction en bourse et atteint une capitalisation de 5,2 Mds BRL (960 M EUR). Cette opération, qui a attiré plusieurs investisseurs étrangers -notamment GQG, Zimmer et Duke Energy-, est la **première opération de privatisation réalisée en bourse depuis celle d'Eletrobras** (réalisée en 2022, avec une capitalisation de 34 Mds BRL soit 6,4 Mds EUR).

Si l'entreprise est désormais une société anonyme sans actionnaire majoritaire, **l'Etat du Paraná conservera une « golden share »** -action majoritaire de 17% lui donnant un droit de veto sur certaines délibérations-.

La COPEL opère la production, la distribution et le transport d'électricité et déploie ses services auprès de 5 millions de clients (80% des ménages en milieu urbain) majoritairement au sein du Paraná et aussi dans 9 autres Etats : Maranhão, Rio Grande do Norte, Bahia, Mato Grosso, Goiás, Minas Gerais, São Paulo, Santa Catarina et Rio Grande do Sul. Dans le seul Etat du Paraná, elle exploite plus de 10 000 kilomètres de lignes de

transmission et un parc de production de 7 gigawatts (GW), principalement composé de sources renouvelables. (Article [ici](#))



Le gouvernement fédéral relance le programme Luz para Todos pour universaliser l'accès à l'électricité

Le président Lula a annoncé, à l'occasion d'un événement organisé à Parintins (Etat d'Amazonas) le 4 août, la **reprise du programme Luz para Todos**, créé en 2003 et suspendu depuis 2019. Le

programme vise à **garantir un approvisionnement en électricité à l'ensemble de la population**, en particulier dans les zones isolées en Amazonie légale et les régions rurales, **par la connexion au Système interconnecté national (SIN), ou par la mise en place de systèmes isolés** alimentés en énergie « propre » (soit décarbonée). L'objectif est de **permettre, d'ici 2026, l'accès à l'électricité de 450 000 familles**, en particulier issues des peuples autochtones, quilombolas et communautés locales traditionnelles. Selon l'Institut de l'Energie et de l'Environnement (IEMA), **19% des personnes résidant dans des terres autochtones vivraient sans accès à l'électricité** (contre une moyenne nationale de 0,2% en 2022).

Intégré au Novo PAC, le programme Luz para Todos prévoit des investissements à hauteur de 13,6 Mds BRL (2,5 Mds EUR), dont 8,3 Mds BRL (1,5 Md EUR) d'ici 2026. Il sera coordonné par Eletrobras jusqu'en juillet 2024, date à laquelle la coordination reviendra à la Société brésilienne de participations à l'énergie nucléaire et binationale (Enbpar) -en raison de la privatisation en cours d'Eletrobras-. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

Le programme « Energies d'Amazonie » est créé, et doté de 5 Mds BRL

Le Ministère des Mines et de l'Energie (MME) a lancé le 17 août le **programme « Energies d'Amazonie »**, **concentré sur la région de l'Amazonie légale** qui s'étend sur 9 Etats et 3 biomes (100% de l'Amazonie, 40% du Pantanal et 37% du Cerrado). **Le programme vise à connecter au Système interconnecté national (SIN) 211 systèmes dits « isolés » (3,1 millions de brésiliens)** -c'est-à-dire

non connectés au SIN, et dépendant largement de la génération d'énergie au diesel, un combustible fossile-. **Avec la connexion au SIN, l'électricité proviendra de sources d'énergie moins coûteuses et moins polluantes** qui composent la matrice électrique brésilienne, en particulier l'hydroélectricité, le gaz naturel, l'éolien et le solaire. **L'objectif du programme est d'éviter l'émission annuelle de 1,5 million de tonnes de CO₂**, alors que les 211 systèmes isolés en ont émis 2,1 millions de tonnes en 2022. **Par ailleurs, le programme permettra de réduire le budget annuel du Conta de Consumo de Combustíveis**, fonds national de subventions pour la production d'énergie dans les systèmes isolés, estimé à 12 Mds BRL (2,2 Mds EUR) en 2022 et en constante augmentation (+200% en 10 ans).

Consacrant des **investissements à hauteur de 5 Mds BRL (960 M EUR)**, et en lien avec le programme *Luz para Todos* (cf. supra), le programme de décarbonation de l'Amazonie légale prévoit : **(i) l'installation de réseaux de transport et de distribution d'électricité** (en particulier d'origine renouvelable) **pour connecter les systèmes isolés au SIN ; (ii) la construction de nouvelles usines de production d'énergies renouvelables ou combustibles bas carbone** (biomasse, biocarburants, biogaz et valorisation énergétique des déchets) et d'installations de stockage ; **(iii) le déploiement d'une gestion numérique des réseaux, et de projets d'efficacité énergétique ; et (iv) la formation des populations locales** à l'installation et l'entretien des équipements pour la production d'énergies renouvelables et le stockage de l'électricité. (Articles [ici](#) et [ici](#))



Infrastructures & Transports

Les voies navigables brésiliennes enregistrent des mouvements records de marchandises début 2023

Selon l'Agence Nationale des Transports Fluviaux (ANTAQ), le **réseau brésilien de voies navigables a enregistré, entre janvier et mai 2023, le plus haut niveau de mouvements de marchandises depuis cinq ans**, date de début des relevés.

Sur les cinq premiers mois de 2023, **52,1 millions de tonnes de marchandises ont circulé**, en augmentation de 6,5% par rapport à la même période en 2022. Le transport de marchandises s'est principalement **concentré dans la région amazonienne** (32,1 millions de tonnes -une augmentation de 10% par rapport à 2022-), la **région**

du Tocantins-Araguaia (18,6 millions de tonnes - augmentation de 0,8%-), **et la région hydrographique du Paraguay** (3,3 millions de tonnes -augmentation de 52,9%-).

Cette augmentation peut s'expliquer par les **investissements réalisés dans le secteur par le gouvernement fédéral au premier semestre 2023, de l'ordre de 177 M BRL (32,6 M EUR)**. Le secteur est d'ailleurs intégré au *Novo PAC*, et recevra jusqu'à **4,1 Mds BRL (760 M)** d'investissements -publics et privés- **d'ici 2026**. Ils se concentreront sur des projets de dragage de voies, et de construction récupération de petites installations portuaires. Le transport fluvial représentait 5,5% du mouvement de marchandises national, lorsque le transport routier en représentait 66% (2017). (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

&+ Et Aussi

Le Brésil dépasse le seuil de 1 000 projets actifs structurés sous forme de PPP ou concession

D'après le cabinet de conseil Radar PPP, **le Brésil a dépassé, en juin 2023, le nombre de 1 000 contrats actifs** -c'est-à-dire exécutés ou en cours d'exécution- **structurés sous la forme de partenariat public-privé (PPP) ou de concession**. Intervenant principalement dans les secteurs de **l'eau et l'assainissement** (139), **des parcs de stationnement** (111), **des unités administratives et de service public** (100), et de la culture, les loisirs et le commerce (96), les contrats sont à **70% engagés par des municipalités**.

Cette évolution suit l'adoption d'une **série de mesures visant à encourager la mise en œuvre de projets sous forme de PPP et concessions**. Dernière en date -suite à une décision du Tribunal des

comptes relative à l'aéroport de Galeão (Rio de Janeiro)-, la possibilité pour les autorités publiques de **renégocier les contrats de concessions d'infrastructures publiques sans nécessairement passer par un nouvel appel d'offres**. Selon le gouvernement fédéral, cette décision devrait **débloquer des investissements de l'ordre de 80 Mds BRL (14,7 Mds EUR) prévus dans le cadre de 12 contrats autoroutiers**. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

L'évolution démographique en milieu urbain appelle à repenser les modèles d'aménagement urbain

L'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE) a présenté, le 28 juin, les **premières données du recensement démographique 2010-2022**. Il fait état d'une **croissance annuelle de la population de 0,52% entre 2010 et 2022, la plus faible en 150 ans**

(à titre de comparaison, elle était de 1,17% entre 2000 et 2010). Le recensement souligne en particulier la **baisse de croissance démographique dans les grandes villes, en parallèle d'une expansion plus lente des grandes métropoles** et d'une augmentation du nombre d'habitants dans les moyennes et petites villes. Dans cinq des dix municipalités brésiliennes les plus peuplées - Salvador, Recife, Belo Horizonte, Rio de Janeiro et Fortaleza-, la population a même diminué entre 2010 et 2022.

Un groupe d'urbanistes, interrogé par le journal Valor, préconise un modèle **de développement urbain**

visant à combler les vides urbains et à limiter l'expansion géographique des villes. Les urbanistes soulignent en effet que **(i) les populations les plus vulnérables n'ayant pas les moyens financiers d'occuper les logements des zones dotées en infrastructures, des vides urbains se créent** entre ces zones et celles, **périphériques et moins dotées en infrastructures** (transport, assainissement, santé, etc.), où l'expansion s'opère ; **et (ii) ceci induit une perte de vitalité économique des zones urbaines, en particulier dans les centres,** défavorable à la réalisation d'investissements dans les infrastructures. (Article [ici](#))



Amazonie & Biomes brésiliens

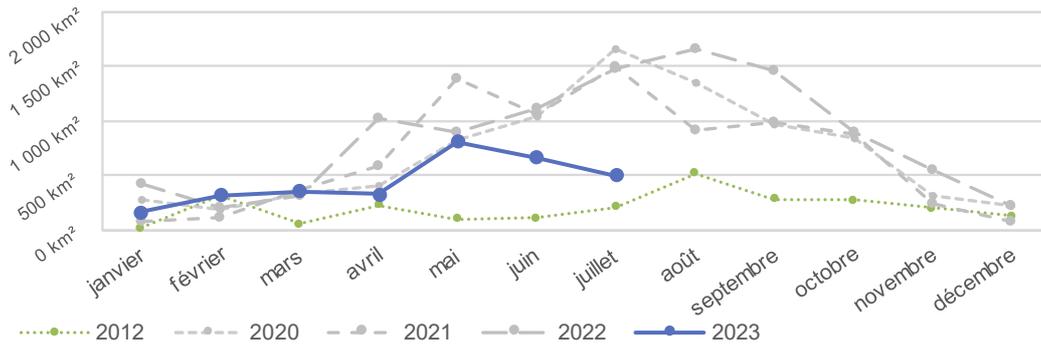
Sur les sept premiers mois de 2023, la déforestation baisse en Amazonie légale et augmente dans le Cerrado

Piloté par l'Institut National de la Recherche Spatiale (INPE), **le système de détection de la déforestation en temps réel (DETER) a fait état, entre janvier et juillet 2023 (par rapport à la même période en 2022), d'une baisse des alertes à la déforestation en Amazonie légale** (biomes de l'Amazonie -100%-, du Cerrado -37%- et du Pantanal -40%-) **et d'une augmentation des alertes dans le Cerrado.** Le programme DETER, créé en 2004, recense les alertes quotidiennes sur les changements dans le couvert forestier (pour les superficies supérieures à 3 ha). Il est à distinguer du programme PRODES qui constitue l'inventaire des pertes en forêts primaires (pour les superficies supérieures à 6,25 ha).

En Amazonie légale, la superficie ayant fait l'objet d'alertes à la déforestation, majoritairement

illégal (99% de la superficie déforestée était illégale en 2022), **s'est élevée à 3 149 km², en baisse de 42,5% par rapport à 2022.** Cette baisse semble corrélée à l'augmentation considérable du nombre de contrôles et procès-verbaux (+123% par rapport à la même période en 2022) réalisés par l'Ibama (Institut brésilien des ressources naturelles renouvelables). **Dans le Cerrado, la superficie ayant fait l'objet d'alertes à la déforestation s'est élevée à 5 019 km², en hausse de 21,7% par rapport à 2022.** La déforestation, largement légale (98% de la superficie déforestée était autorisée), semble **concentrée dans de grandes propriétés agricoles** : par exemple, dans la commune de São Desidério (Etat de Bahia) - première municipalité du Cerrado en termes d'alertes à la déforestation entre janvier et juillet 2023-, 76% des alertes à la déforestation se concentrent dans 30 propriétés privées agricoles. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Evolution des alertes à la déforestation en **Amazonie légale** émises par l'Institut National de Recherches Spatiales



Période du
1^{er} janvier au 11 août

3 318 km²
en 2023

- 44%

Par rapport à 2022

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international